

B. 30. 2. 8,
- BURUNDI
- HUTU-OPPOSITE
- DEFENSE CIVILE
- FRODEBU
- POL-ETH. GEWELD 1996

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PARTIS DES FORCES DE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

SAHWANYA-I'RODEBU

PARTI LIBERAL(P.L.)

RASSEMBLEMENT DU PEUPLE(RPB)

PARTI DU PEUPLE(PP)

DECLARATION DES PARTIS DES FORCES
DE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

Bujumbura, 15 Mai 1996



DECLARATION DES PARTIS DES FORCES DE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

Le Burundi vit depuis quelques mois une situation sécuritaire dramatique, que les Partis des Force de Changement Démocratique n'ont cessé de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale.

Dans sa dernière déclaration, hélas, le Parti SAHWANYA-FRODEBU avait lancé un cri d'alarme, suite à la terrible et grave décision du Premier Ministre, Mr NDUWAYO Antoine, d'appeler la population à l'autodéfense civile.

Les Partis des Forces de Changement Démocratique ont signalé depuis longtemps que le Burundi vivait actuellement un génocide à compte goutte, qui d'un moment à l'autre pouvait dégénérer en un génocide à grande échelle.

Le constat est que malheureusement ces appels au secours de la population burundaise n'ont pas beaucoup ému la communauté internationale, et que les réponses appropriées à la grave situation en cours au Burundi ne sont pas venues.

Au contraire, la situation se dégrade au jour le jour. Plusieurs crimes à caractère génocidaire continuent à se commettre, sous prétexte de lutte contre les bandes armées ou d'autodéfense civile.

Les signes évidents du renforcement du génocide

1. Dans la ville de Bujumbura et un peu partout dans le pays, des civils continuent à être armés et entraînés au maniement des armes, comme l'attestent les nombreuses détonations et rafales d'armes à feu pendant plusieurs nuits à Bujumbura, les centres urbains des provinces et certains endroits aménagés à cet effet.

2. Des informations concordantes font état de préparatifs de plans d'extermination des militants des Forces de Changement Démocratique en général et du FRODEBU en particulier, dans les agglomérations de la ville de Bujumbura, où certaines de ces populations se seraient regroupées après l'épuration ethnique du centre ville, ainsi que dans certains centres à l'intérieur du pays.



Les quartiers Gatumba, Mutanga Nord et Kinindo seraient particulièrement visés.

Ces plans seraient le fait de certains éléments des Forces de l'ordre et des miliciens de la capitale Bujumbura et des centres urbains de l'intérieur du pays, sur instigation de certains partis politiques de l'opposition qui se qualifient d'"ethnique".

3. Des jeunes miliciens tutsi font des entraînements militaires tous les jours et intensivement les dimanches et les jours fériés au pas de course dans la ville de Bujumbura, au vu et au su de tout le monde.

4. Des élèves et étudiants des écoles secondaires et l'université désertent massivement pour aller faire des entraînements militaires dans les forêts et même dans certains camps militaires.


Face à tous ces éléments, le Gouvernement burundais reste insensible, et apparaît comme incapable d'arrêter cette machine infernale. Son immobilisme face à cette situation frise la complicité ou alors la démission.

5. Dans plusieurs coins du pays, alors que l'armée signale qu'elle a maîtrisé l'action des bandes armées, l'on se demande alors l'objet des massacres des populations qui se commettent régulièrement s'il y a en effet maîtrise des bandes armées.

6. La population burundaise continue à fuir le pays par milliers vers les pays voisins, la Tanzanie et le Zaïre.

7. Les relations diplomatiques entre le Zaïre et le Burundi se dégradent dangereusement, ce qui a entraîné une fermeture des frontières entre les deux pays, provoqué sciemment par les attitudes belliqueuses du Premier Ministre NDUWAYO Antoine, au détriment de toute la population burundaise qui ne peut plus fuir et de l'économie nationale qui est étouffée.

8. Les citoyens Burundais, harcelés par cette violence infinie, perdent de plus en plus confiance dans le Gouvernement burundais, comme l'ont confirmé les échanges entre le Président de la République et les populations des communes des différentes Provinces lors de ses tournées dans le pays.



Des faits concrets attestent le génocide en cours :

1. Après le passage des bandes armées dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana, où ils ont laissé des morts et des blessés parmi la population civile, comme d'habitude des éléments des Forces de l'Ordre, souvent accompagnés par des miliciens tutsi venus de Bujumbura, sous prétexte d'autodéfense civile, sont passées dans plusieurs villages de ces provinces, ont massacré plusieurs personnes dont la majorité sont des femmes, des enfants et des vieillards, détruit des maisons, pillé et détruit les récoltes qu'ils ont rencontrées sur leur passage.

2. En province Gitega, après l'assassinat du Lieutenant Colonel Fyiritano, assassinat non encore élucidé, les fonctionnaires appartenant aux Forces de Changement Démocratique en général et des Hutu en particulier oeuvrant dans cette province ont été la cible privilégiée des éléments des Forces de l'Ordre et des miliciens tutsi qui pullulent actuellement au Chef-lieu de la Province.

Rien qu'au centre-ville de Gitega, on dénombre plus d'une trentaine de morts, tous cadres des Forces de Changement Démocratique, dont le Directeur Provincial de l'Agriculture et de l'Elevage, Mr Ngendakumana Léopold abattu en pleine journée alors qu'il était dans son bureau.

L'administrateur communal de Mutaho, Monsieur RUNAMBI Herménegilde, et celui de Nyabihanga Monsieur NDIKUMANA François, Commune de Muramvya frontalière de la Commune de Gitega ont été assassinés dans la même foulée.

Dans les communes de Bukirasazi, Buraza, Gishubi, sous prétexte de présence d'une bande armée, les éléments de l'armée et les milices tutsi ont tout rasé: plusieurs personnes ont été massacrées, des villages entiers ont été détruits à majorité de femmes, des enfants et des vieillards, des récoltes et des animaux domestiques ont été pillés ou brûlés.

Une dizaine de personnes, dont la majorité était des femmes et des enfants, ont été massacrées par les éléments de l'armée et les milices à l'intérieur même de l'Eglise de Bukirasazi.

Signalons en outre que les survivants parmi les cadres des Forces de Changement Démocratique de la ville de Gitega ont dû fuir le centre-ville, pourchassés par les tueurs et miliciens qui avaient commencé à les éliminer impitoyablement un à un.

3. Dans la commune de Bugendana, dans le village de Mutoyi, colline Buhoro, des éléments de l'armée ont tout simplement massacré plus de 350 (trois cents cinquante) personnes, pendant la dernière semaine du mois d'avril.

4. Dans la Province de Cibitoke, ce sont les éléments de l'armée nationale qui ont bel et bien tué le Député NTAMUTUMBA Bibiane, toute sa famille, et au moins une trentaine de personnes civiles, enfants et adultes, qui avaient trouvé asile dans sa parcelle, le 2 mai 1996.

Cet acte de barbarie a été couvert par de hautes autorités gouvernementales, qui ont ordonné au Gouverneur de province de faire de fausses déclarations à la radio nationale concernant les auteurs de ce forfait. Cela indique clairement que de hautes autorités de l'Etat sont impliquées dans le génocide en cours.

5. Le Gouverneur de CIBITOKÉ, Monsieur Sylvestre MVUTSE vient d'être assassiné ce lundi 13/05/1996. Auparavant, les autorités militaires de la Province avaient pris soin de lui retirer sa garde, (sauf un seul militaire), et le même jour, le Gouverneur MVUTSE était descendu à Bujumbura pour rendre compte à ses supérieurs de la précarité de sa sécurité.

C'est au retour dans sa Province, au niveau de la Commune BUGANDA qu'il est tombé dans une embuscade tendue par des éléments des Forces de l'ordre. Son Chauffeur a été tué et sa seule garde grièvement blessée.

6. Au début du mois de Mai 1996, dans la Province de BUBANZA à Kivyuka, en Commune Musigati, des éléments de l'armée ont ouvert le feu sur une population civile convoquée en réunion, tuant ainsi plus de 400 personnes, sur la place du marché. L'accès a été interdit aux secouristes du CICR privant ainsi aux pauvres innocents de secours.

7. Dans plusieurs coins du pays, on signale de nombreux charniers et fosses communes où des militants du FRODEBU en particulier, et des Forces de Changement Démocratique en général, massacrés par des éléments de l'armée sont enterrés. Les prétendues bavures de l'armée étant devenues un mouvement généralisé de génocide des hutu, sous les prétextes de lutte contre les bandes armées et d'autodéfense civile.

8. Dans la ville de Bujumbura, depuis l'appel du Premier Ministre pour l'autodéfense civile, plusieurs personnes ont été assassinées en plein jour. Citons par exemple :

- Le Lieutenant Colonel NZEYIMANA Dieudonné perçu comme très modéré a été exécuté en pleine journée le 20 Avril 1996, parce qu'il était contre l'autodéfense civile et la constitution des milices.

- Le Député Gérard GAHUNGU du FRODEBU, élu à CIBITOKÉ, assassiné au quartier 7 de Ngagara, le 20.04.1996, par des miliciens tutsi, en présence d'un policier qui n'a pas réagi.

- Mme Angélique KAYIBIGI, Directeur Général-Adjoint de la CAMOPI, assassinée le 6 Mai 1996, en pleine ville, à côté d'une position de gendarmes qui n'a pas réagi.

- Monsieur Léonard HAKIZIMANA, vérificateur principal des impôts assassiné en pleine journée, le 26.04.1996, au Rond-Point de la place de l'indépendance.

- Madame Claudette KIBASHA, haut cadre de la SBF, blessée grièvement à coups de fusils d'assaut en pleine journée à MUTANGA-NORD, le 26.04.1996.

- Monsieur Libère BARANKITSE, Commerçant Hutu, exécuté le 8.05.1996, en pleine journée.

- Dans la même ville de Bujumbura, une attaque de bandes armées dont on ne connaît pas encore la provenance, pendant la nuit du vendredi 3 mai 96, a fait 1 mort, 4 blessés et beaucoup de dégâts matériels à l'hôpital Roi Khaled. Curieusement, les assaillants sont repartis sans qu'ils ne soient inquiétés par les forces de l'ordre, qui pourtant ont plusieurs positions autour de cet hôpital.



- Dans la nuit du mercredi 8 mai 96, des hommes armés ont attaqué le centre des déplacés des hutu Kamenge, appelé communément "Chez Johnson", tuant ainsi 8 personnes et blessant au moins 30 autres. Des témoignages concordants accusent des éléments de l'armée comme responsables de ces massacres ignobles.

- Plusieurs militants des Forces de Changement Démocratique et du FRODEBU en particulier oeuvrant dans la capitale disparaissent chaque jour, exécutés sommairement par les miliciens et/ou les éléments des Forces de l'Ordre.

- En Province de BURURI, le Conseiller Politique du Gouverneur de BURURI, Monsieur Augustin HABONAYO a été blessé grièvement par des miliciens tutsi dans le cadre de l'autodéfense civile le 25.04.1996.

- Monsieur Philippe RURASHITSE, haut cadre du Ministère des Relations Extérieures, vient d'être abattu ce mercredi 15/05/1996 au Building de la Fonction Publique, par les miliciens tutsi de la capitale.

- Les assassins et leurs commanditaires, programment et exécutent ces massacres publiquement, sous la barbe et le nez des services de l'ordre et de la justice qui n'entreprennent aucune action pour les arrêter.

Plusieurs sources renseignent que ces assassinats sont programmés par des groupes politiques et financiers bien connus des Forces de l'Ordre et la justice, ce qui porte à croire que ces derniers corps sont bel et bien des complices ou des associés à ces crimes.

Actuellement, le peuple burundais vit dans une psychose de génocide, de terreur, de catastrophe et de mort, qui continue à planer et à s'intensifier sur la ville de Bujumbura et dans plusieurs coins du pays.

Cette psychose est aggravée par la Radio-Télévision nationale, qui est devenue une véritable machine médiatique de l'apologie de la haine interethnique au Burundi. En effet, dans ses journaux et programmes, elle s'évertue à diffuser des mensonges et des déformations des faits pourtant connus de la population et de la Communauté Internationale.

Elle observe un silence complet et complice, sur les actes génocidaires commis régulièrement par des éléments de l'armée burundaise et les milices tutsi, quand elle n'entretient pas délibérément la confusion entre les Forfaits des bandes armées et des milices.

La Communauté Internationale semble assister impuissante à ce génocide, comme elle l'a fait au Rwanda.

Face à cette situation, les Partis des Forces de Changement Démocratique lancent encore une fois un cri de détresse et portent à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

1) Les Partis des Forces de Changement Démocratique interpellent le Premier Ministre pour qu'il stoppe immédiatement et publiquement sa politique d'autodéfense civile et d'armement des populations civiles qu'il a mise en marche ainsi que ses effets pervers qui sont en train d'anéantir le pays. Les Partis des Forces de Changement Démocratique demandent le désarmement immédiat et sans condition des groupes de civils, élèves et étudiants qui sévissent tout en milieux urbains que dans les campagnes.

2) Les Partis des Forces de Changement Démocratique condamnent les actes de barbarie commis par les éléments des forces de l'ordre, les milices tutsi, les bandes armées hutu, et interpellent tous ces escadrons de la mort d'arrêter immédiatement le massacre de leurs concitoyens.

3) Les Partis des Forces de Changement Démocratique condamnent la radiotélévision nationale et tous les médias de la haine qui continuent à exciter la population burundaise à se diviser et s'entre-tuer. Ils lui demandent de cesser immédiatement toute diffusion de mensonges et d'autres messages qui vont à l'encontre des efforts de réconciliation.

Ils demandent au Gouvernement burundais de sévir sévèrement contre tous les médias de la haine et de la division, en commençant par ceux qui sont sous sa dépendance.

4) Les Partis des Forces de Changement Démocratique interpellent le Gouvernement Burundais qui s'est révélé tout à fait incapable de protéger ses propres citoyens, d'arrêter la catastrophe qui s'abat sur le Burundi, pour qu'il fasse appel à la communauté internationale pour une assistance étrangère en matière de sécurité avec des moyens adéquats.

En effet, alors que la population burundaise continue à mourir en masse, rien ne peut justifier que le gouvernement burundais continue à refuser l'assistance étrangère en matière de sécurité.

5) Les Partis des Forces de Changement Démocratique réitèrent leur demande à la Communauté Internationale d'engager immédiatement une action vigoureuse militaire et diplomatique d'urgence, pour arrêter le génocide qui s'est abattu sur le Burundi, vu que l'incapacité du Gouvernement du Burundi de redresser la situation est tout à fait évidente et apparemment sans retour.

6) Les Partis des Forces de Changement Démocratique appellent tous leurs militants et toute la population burundaise à être plus vigilant, à ne pas se laisser massacrer, ni par les bandes armées et milices, ni par les éléments des Forces de l'Ordre qui confondent sciemment d'honnêtes citoyens aux assaillants.

Les Partis des Forces de Changement Démocratique demandent à leurs militants et à toute la population burundaise de ne plus s'exposer et de ne pas répondre à des réunions où leur sécurité n'est pas assurée, et de fuir tous les endroits dangereux, tous les endroits fréquentés par les bandes armées et les milices, ainsi que tous les endroits où se déroulent des opérations militaires.

Les Partis des Forces de Changement Démocratique demandent à leurs militants et à toute la population burundaise de ne plus participer à des "rondes ou vigillances" avec des gens armés.

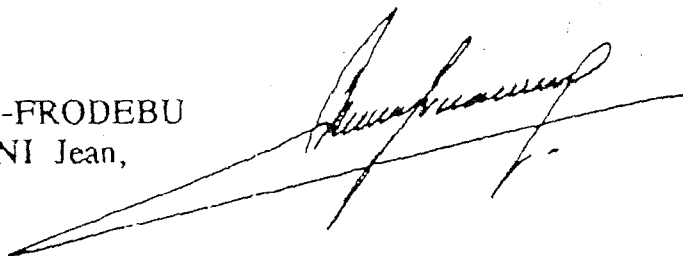
Les Partis des Forces de Changement Démocratique demandent à leurs militants et à la population de porter tous les témoignages sur tous les exactions commises à leur endroit, par les bandes armées Hutu, les milices tutsi et par les Forces de l'ordre pour que l'opinion internationale ne soit plus abusée sur la vérité et réalité des événements qui se passent dans notre pays.

Les Partis des Forces de Changement Démocratique demandent à ses militants et à toute la population burundaise de ne pas tomber dans le piège de "L'autodéfense civile" en s'en prenant à son voisin sur simple différence ethnique ou/et politique.

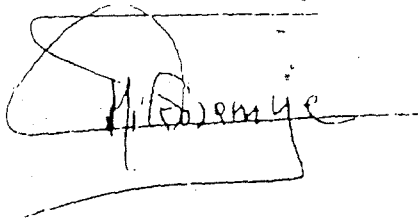
Fait à Bujumbura, le 15 Mai 1996

POUR LES PARTIS DES FORCES
DE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU
Honorable Dr. MINANI Jean,
Président.



Le Parti Libéral
Maître NIKOBAMYE Gaëtan
Président.



Le Parti Rassemblement du Peuple
Burundais
Monsieur BIGIRIMANA Balthazar
Président



Le Parti du Peuple
Monsieur NDIKUMUGONGO Séverin
Vice-Président